

GROUPE DE TRAVAIL
POLITIQUE DE LA VILLE

**LA PLACE DES FEMMES
DANS L'ESPACE PUBLIC**



Compte-rendu de la séance du 08/03/2023

I INTERVENANTE

Corinne Luxembourg, professeure des universités en géographie et aménagement, Université Sorbonne Paris Nord



🕒 Mercredi 8 mars 2023 de 8h30 à 10h

📍 En visioconférence

👤 **Groupe de travail piloté par** Patrice Leclerc, maire de Gennevilliers (92) et vice-président de l'AMIF en charge de la Politique de la ville

I CONTEXTE

L'espace public — c'est-à-dire les endroits accessibles au public, comme les rues, les places ou encore les lieux privés ouverts au public tels que les centres commerciaux — **n'est pas un lieu neutre au regard de l'égalité entre les sexes.**

En effet, les études sociologiques récentes s'accordent à affirmer que **les villes ont été construites par et pour les hommes** comme le formule le géographe **Yves Raibaud**, en ce sens qu'elles sont davantage pensées autour des migrations pendulaires domicile-travail alors que **la mobilité des femmes est plus segmentée**, car elles parcourent l'espace public principalement à des fins de déplacements liés au travail — plus souvent en horaires décalés — **ou aux tâches domestiques et familiales** (75% des accompagnements des enfants et des personnes âgées sont réalisés par des femmes, avec les problématiques afférentes de la dépose des enfants à l'école, de la mobilité des poussettes ou encore des courses alimentaires). Enfin, pour réaliser ces déplacements, elles ont davantage tendance que les hommes à utiliser les transports en commun et la marche pour se déplacer en ville, **alors que 60 à 70% de l'espace public est dédié à la voiture.**

En outre, **lorsque les femmes sont présentes dans l'espace public, leur comportement diffère du sexe opposé.** Les analyses menées par **Genre et Ville** constatent notamment que lors des pauses méridiennes, les femmes adopteraient une position de repli, « *assises sur un banc, de préférence installées le long d'une grille ou d'un mur [...] jambes croisées, elles pianotent sur leur smartphone. Les hommes ont une posture beaucoup plus ouverte : assis les jambes écartées, ils regardent les voitures et les femmes* ».

Ce constat d'un espace public qui n'est pas vécu de la même façon en fonction du sexe est fait dès le plus jeune âge. Ainsi la géographe **Edith Maruéjols** montre que les garçons s'approprient jusqu'à 80% de l'espace dans les cours d'école, notamment pour jouer au football. Cela contribue pour les filles et ceux qui ne jouent pas à interioriser qu'ils sont relégués en périphérie et qu'il existe des lieux interdits qu'il faut apprendre à éviter.

Si le phénomène de marginalisation des femmes dans l'espace public concerne tous les territoires, les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) comportent des spécificités :

- Les femmes y sont **davantage en situation d'exclusion du marché de l'emploi** et, lorsqu'elles sont employées, davantage en temps partiel qu'ailleurs.
- **Les familles monoparentales** — dont la personne de référence est la mère dans la très grande majorité — **sont surreprésentées.**
- En outre, les femmes ressentent un sentiment d'insécurité quel que soit leur lieu d'habitation, néanmoins, alors que ce sentiment décroît avec l'âge dans la population générale, **il croît dans les QPV¹.**

¹ Source : « La place des femmes et des jeunes filles dans les espaces publics dans les QPV », avis rendu par Conseil national des villes, 2018

Corinne Luxembourg, chercheuse en géographie et aménagement, propose une lecture spatiale de l'intersectionnalité dans ses différents travaux. Elle montre que « les villes contemporaines, en apparence des lieux de liberté, de mixité, offrant à chacun et à chacune l'accès à un ensemble de services [...] restent le reflet **des normes sociales dominantes** et que les projets urbains et l'espace public sont souvent l'expression de représentants **d'une moitié de la population imposée à la totalité** ».

Ses travaux portent notamment sur la ville de Gennevilliers (92), dans laquelle elle s'appuie sur une expérience de recherche-action pendant six années (2014-2020) pour comprendre les mécanismes d'appropriation de l'espace public par les femmes. Il s'agissait de répondre à **une demande de la Ville** d'établir un **diagnostic des pratiques féminines de l'espace public et de leurs modes d'appropriation pour ensuite proposer des préconisations**.

La séance se terminera sur un autre sujet : une présentation du fonds Agir pour l'emploi (FAPE) d'EDF par Karine Delliere, secrétaire générale. Informer les élus de l'existence de ce fonds paraît pertinent dans la mesure où celui-ci peut constituer un **financement complémentaire dans le cadre de dispositifs locaux et nationaux de soutien à l'emploi**. De nombreux dispositifs de soutien à l'emploi requièrent des financements complémentaires. Cette audition peut donc être l'occasion pour les communes franciliennes qui le souhaitent de se renseigner sur de nouvelles ressources à mobiliser pour développer l'insertion par l'emploi sur leur territoire.

Le FAPE EDF a été créé en 2013 afin de poursuivre l'action de la Fondation Agir pour l'emploi initiée en 1995. Il a pour objectif de **soutenir le développement de l'emploi** tout en favorisant l'insertion sociale et professionnelle des personnes qui en sont le plus éloignées. Le fonds soutient des structures d'insertion et finance également la création de TPE. Chaque année, ce sont 300 projets qui sont portés par le FAPE EDF et **3500 emplois consolidés voire même créés**.

I POINTS PRINCIPAUX DES ECHANGES

Patrice Leclerc ouvre la séance en ce 8 mars, journée des droits des femmes.

Intervention de Corinne Luxembourg

Le **genre** est une construction sociale et l'idée qu'il y ait un rapport de pouvoir entre ce qui relève du féminin et ce qui relève du masculin. Les **stéréotypes de genre** impliquent qu'il y ait des prédispositions féminines ou masculines supposées naturelles. Cela se ressent dans de nombreux exemples, comme celui des délégations dans les communes.

Ces stéréotypes sont très présents dans la société, des délégations dans les communes (éducation / petite enfance sont des fonctions très majoritairement occupées par des élues), aux jouets pour enfants et au marketing.

Ces stéréotypes de genre ont aussi des conséquences sur la façon d'occuper l'espace. On travaille sur les **chaînes de déplacement** qui reflètent quotidiennement ce que font les gens, lorsqu'ils vont d'un lieu à un autre (voir présentation ci-jointe).

- Du domicile au lieu de travail : des hommes jeunes qui vivent encore au domicile parental et des hommes un peu plus âgés, en couple hétérosexuel avec des enfants.
- Domicile / travail / courses : c'est la chaîne de déplacement majoritaire, le schéma classique. Il fonctionne chez les femmes en couple hétérosexuel et sans enfants et/ou bébés ou plus âgés (en capacité de se débrouiller seuls).

- Domicile / travail / loisirs pour soi / commerces fréquentés pour soi seul : on est sur un cas typiquement masculin, dans un couple hétérosexuel avec ou sans enfants. La présence dans l'espace public est pour soi-même, retrouver des amis, faire du sport en plein air dans des équipements type city stade, skate park.
- Chaîne complexe avec domicile / travail / école ou crèche / loisirs d'une autre personne du foyer / démarche administratives ou visites médicales / commerces fréquentés pour les cohabitants : on retrouve la majorité des femmes dans ce dernier cas. **Les femmes cumulent travail productif (rémunéré) et reproductif (non rémunéré)**. Ce sont principalement les femmes qui font les courses, accompagnent les enfants et personnes âgées chez le médecin, accompagnent les enfants pour les loisirs.

La chaîne de déplacement d'une femme dans une journée témoigne d'une **double voire triple journée** : accompagnement des enfants, journée de travail rémunéré, courses.

Droit à la ville :

Ce qui est souvent sous-entendu dans cette notion, c'est le droit d'être dans la ville. Or, les femmes y sont déjà, s'approprient déjà l'espace public car elles le parcourent en raison des obligations listées ci-dessus. La question est en fait plus large que cela : décider de la ville, en être une partie prenante intégrante. Il faut prendre en compte les stéréotypes de genre et leurs effets. L'inégale répartition des tâches entre hommes et femmes implique que les hommes ont plus de temps pour investir les espaces publics.

Intersectionnalité ?

On dit parfois que les femmes racisées ont une autre manière de pratiquer la ville. De façon statistique, elles sont plus nombreuses à vivre dans les quartiers populaires, à occuper des emplois moins bien rémunérés avec des contraintes temporelles. Cela signifie que les quartiers populaires ont une nécessité d'être étudiés de manière croisée, sur les questions sociales, de genre, de racisme et de territoires (les discriminations « à l'adresse »).

Gender mainstreaming (« approche intégrée du genre ») : réglementation européenne datant de la fin des années 1990, déclinée nationalement et localement. Cela consiste à envisager la lutte contre les stéréotypes de genre et inégalités qui en découlent de manière transversale.

Odonymie :

C'est la manière dont on nomme les noms de rue dans une commune.

Etude menée à Die, dans la Drôme. Les noms de rue sont des noms d'hommes. Comme c'est souvent le cas, pour rééquilibrer, on n'a pas fait de ré-adressage pour éviter les problèmes administratifs. **Les noms de femmes sont majoritairement rattachés à des places ou des rues nouvelles, souvent en périphérie.**

Etude de l'occupation de l'espace dans plusieurs communes :

- Image de la place Grandel à Gennevilliers (92) un jour de marché : pratique statique pour les hommes qui discutent dans l'espace public quand les femmes sont en mouvement parce qu'elles font les courses, accompagnent des enfants. C'est un cas de figure que l'on retrouve souvent : **pratique statique pour les hommes ; pratique circulatoire pour les femmes.**
- Centre commercial à Bordeaux : on retrouve majoritairement des femmes. La totalité des espaces publics commerciaux sont pensés par un prisme d'occupation d'espace par les femmes.
- Images du parc Suzanne Lenglen à Paris, dans le 15^e arrondissement : espaces de jeux de ballon sont très majoritairement masculins, femmes qui surveillent les espaces enfants. Un élément intéressant : 4 femmes sur l'espace stretching. **Notion de voir et être vu dans cet espace, pour répondre au sentiment d'insécurité des femmes.** Dans ce parc, les équipements sont assez bien conçus en ce sens.
- Privas en l'Ardèche : 12 hommes/garçons qui pratiquent et 2 femmes qui sont sur les

côtés. Cela témoigne du fait que la problématique soulignée concerne tous les espaces, pas uniquement les quartiers très urbains / quartiers populaires.

- Pump track : la part des femmes n'augmente que lorsque la part des hommes diminue. Plus il y a d'hommes, plus elles se sentent exclues de l'espace et ne se sentent pas légitimes à l'occuper. Il arrive que les collectivités consultent des jeunes dans la mise en place de pump tracks, mais ce sont alors surtout des hommes. **Il est important de prendre en compte le point de vue des femmes dans l'accompagnement du projet.**

Quelques pistes de réflexion :

- **Travailler la signalétique** : les femmes sont représentées sur les pictogrammes de toilettes mais très rarement sur les espaces sportifs. Le « masculin neutre » n'est pas neutre, ce sont bien des hommes qui sont représentés sur les signalétiques d'espaces sportifs.
- **Penser des assises différentes** qui ne soient pas que des bancs, afin de pouvoir investir l'espace de différentes façons. Les femmes seules sur les bancs peuvent être importunées par des hommes qui viennent s'y installer et les solliciter.
- **Investir différemment les pieds d'immeuble** : les femmes s'investissent beaucoup dans les jardins partagés. Il est intéressant de penser le retour à la saisonnalité. Développer la cueillette urbaine, par exemple avec des haies d'arbres fruitiers.
- **Chantiers** : cette question est souvent un impensé de plusieurs points de vue, notamment pour les personnes en situation de handicap et pour les personnes avec des poussettes, des courses etc.
- **Repenser le logement** : Les logements que l'on produit ont souvent un espace jour / un espace nuit. Il faudrait repenser qui on accueille. Le bailleur social Val d'Oise habitat se penche sur la question à Villiers-le-Bel, avec un projet de 35 logements égalitaires. L'association Genre et ville a publié deux guides avec l'ANRU pour penser l'espace public et le logement.
- **Les toilettes publiques, l'autre lieu politique** : plus les toilettes disparaissent, plus les femmes âgées disparaissent de l'espace public alors qu'elles sont statistiquement plus nombreuses.

Le **budget sensible au genre** permet de :

- Analyser la distribution des dépenses en matière de genre
- S'assurer que la commande publique promeuve l'égalité entre femmes et hommes
- Être attentif à ce que les cotisations et redevances soient également partagées entre femmes et hommes.

Le budget sensible au genre, ce n'est pas un budget séparé pour les femmes, des dépenses supplémentaires ni des arbitrages opposant les femmes et les hommes.

Echanges avec les élus

On dit que 80% de l'espace des cours d'école est occupé par les garçons. L'agence nationale du sport va cofinancer l'aménagement de cours d'école non genrés.

Edith Maruéjols a mené des travaux très intéressants sur le sujet². Les cours oasis repensées aussi par le prisme du genre sont des lieux très intéressants. Cela permet de montrer qu'on peut aussi jouer sans ballon, de montrer que la récréation n'est pas forcément un moment de performance physique.

² L'AMIF avait reçu Madame Maruéjols en 2021. Le compte-rendu de la séance est accessible [via ce lien](#).

Dans notre commune de Seine-Saint-Denis, on a commencé un travail sur les cours d'école. C'est un long travail car le montage financier est complexe et il faut aussi embarquer les enseignants.

Même s'il y a de plus en plus de femmes engagées en politique, la proportion de femmes maires reste faible. C'est bien les maires qui ont le dernier mot à la fin. Quels sont vos éléments d'analyse sur la décision et le genre ? Quels sont les outils du législateur pour favoriser la meilleure prise en compte des femmes dans l'espace public ?

Il faut déjà faire en sorte que les temps d'intervention des hommes ne dépassent pas ceux des femmes et que les femmes ne se fassent pas couper la parole. Plus on compte, plus on met les gens devant des chiffres et plus ça marche. Quand on a mis en place les diagnostics genrés pour les opérations de rénovation urbaine, les choses ont bougé. Ça a donné par contre l'impression qu'on n'agit que dans les quartiers populaires, qu'il n'y a du sexisme qu'à ces endroits. La réglementation est nécessaire. Sans réglementation les choses n'avancent pas.

Dans notre commune de l'Essonne, on a fait 3 cours oasis en les réaménageant par le prisme du genre. L'une des écoles étant à côté du city stade, on a enlevé le terrain de foot de cette cours. On a créé de nouveaux espaces permettant par exemple de lire et de jouer aux cartes car c'était une demande.

Dans notre commune de l'Essonne, on est en train de travailler aussi sur la réduction de la lumière urbaine pour des raisons écologiques. On a fait un diagnostic en marchant avec des femmes, de manière à bien prendre en compte leur point de vue. Avez-vous des pistes de travail sur ce sujet ?

Une bonne partie des femmes ne sort pas la nuit. L'injonction à avoir peur dans l'espace public est forte, surtout la nuit. Il faut rappeler que les plus graves agressions de femmes se produisent à la maison : les personnes les plus violentes envers les femmes sont issues de leur cercle intrafamilial et/ou affectif très proche. Sur l'éclairage, il y a des réflexions techniques. A Lyon, il y a des systèmes d'éclairage qui s'allument au fur et à mesure avec des détecteurs de mouvement. Du point de vue de la biodiversité, il faut privilégier des modes d'éclairage qui ne sont pas à hauteur d'arbres.

- ⇒ Patrice Leclerc : à Gennevilliers, on a coupé l'éclairage de 22h à 5h du matin. On a pu établir qu'il n'y a pas de hausse de l'insécurité mais il y a toujours un sentiment d'insécurité. L'éclairage par détecteur demande un investissement important.
- ⇒ Corinne Luxembourg renvoie aux travaux d'Edna Gonzalez Hernandez. Le temps de penser la ville est long. Sur la question des femmes, cela ne fait pas longtemps que l'on se penche dessus. La nuit peut aussi être pensée comme un moment de protection car on peut se cacher dans le noir.

Intervention de Karine Dellièrre, fonds Agir pour l'emploi (FAPE) d'EDF

Les salariés et les retraités du groupe EDF font des dons qui sont abondés à hauteur de 200% par l'entreprise.

Le fonds est cogéré par les 4 grands organismes syndicaux de l'entreprise. Tous les dossiers traités le sont en binôme entre organisations syndicales et équipes d'EDF.

Il finance environ 300 projets par an (800 candidatures en moyenne). Il s'agit d'aides à l'investissement. Beaucoup de projets financés sont innovants (fermes urbaines, structures de réemploi et de recyclage), nombre d'entre eux sont portés par des femmes et permettent l'insertion de publics très éloignés de l'emploi, tels que des personnes migrantes, des personnes en très forte précarité, etc.

On ne se contente pas de dire aux structures si elles sont éligibles ou non. On les accompagne pour remplir les dossiers et on demande des garanties sur le business model des emplois. Pour traiter ces dossiers, on a 40 bénévoles qui sont des anciens dirigeants du groupe EDF et du ministère de l'Emploi. Ce sont eux qui défendent les dossiers pour l'octroi des aides financières.

Notre enjeu est de développer le sourcing des projets que l'on accompagne : on travaille actuellement avec France active, les régies de quartier, les jardins de Cocagne, les chantiers école et les Restos du cœur. **Les élus qui connaissent des structures d'insertion reconnues d'intérêt général peuvent faire remonter les dossiers au FAPE.**

Les structures de l'insertion ne dialoguent pas beaucoup. Les communes peuvent avoir un rôle pour les faire mieux dialoguer.

Contact : karine.delliere@edf.fr

LISTE DES INSCRITS :

NOM	PRENOM	FONCTION	COMMUNE
Alquier	Nicole	Conseillère municipale	Le chesnay-Rocquencourt
baignerès	sidonie	elue	saint ouen
benhamra	zakaria	Adj délégué à la cohésion sociale et politique de la ville	93130 Noisy-le-Sec
BEURNEZ	Marie-Annick	Directrice de projets, Direction de la Rénovation urbaine	Ville de Villiers-sur-Marne
BOUBEKEUR	Amine	Collaborateur de Cabinet	Garges-lès-Gonesse
Boussamba	Rose-Marie	conseillère municipale déléguée	Les ULIS
CAPBLANC	Nathalie	Conseillère déléguée en charge de la politique de la ville	Sannois
Chantelot	Alexis	Conseiller spécial du Maire du 17e arrondissement	Paris 17e
Combe	Ema	Chargée de mission égalité et lutte contre les violences intrafamiliales	LES ULIS
CONESA-ROUAT	Agnès	Maire-Adjointe	Carrières-sur-Seine
CRANOLY	Rolin	Maire-Conseiller Départemental	GAGNY
DRAME	Oumar	Maire adjoint	Corbeil-Essonnes
EULER	MICHÈLE	conseillère municipale déléguée à l'emploi et à l'égalité femme homme	LE MEE SUR SEINE
FERDY	Emilie	chef de projet cohésion sociale	Montereau-fault-Yonne
FLEUTOT-SANCIER	Cécile	Coordinatrice Politique de la Ville	Cœur d'Essonne Agglomération
FREIH BENGABOU	KHEIRA	ADJOINTE AU MAIRE	IVRY SUR SEINE
GARNIER	Véronique	Référente de la commission santé, solidarités de l'AMIF	Croissy sur Seine
GRUBER	Jacques	Maire-adjoint	Saint-Cloud 92210
HAYES	Jean-Baptiste	Chef service Tranquillité urbaine Coordonnateur CLSPD	SCEAUX
Huvelle	christine	responsable Dynamiques Locales	NEUILLY SUR MARNE
JEANNE	Laurent	Maire	Champigny-sur-Marne
lambilliotte	floriandre	chef de cabinet	joinville le pont
LAPLAIGE	VIRGINIE	DIRECTRICE DE LA COHESION SOCIALE	MEAUX
Laplaige	Virginie	Directrice de la cohésion sociale	Meaux
LE MOAL	Alice	adjointe politique de la ville	CLICHY

LE POUL	Annick	Maire adjointe politique de la ville	LES ULIS
LEPAON	Fabrice	Directeur Général Adjoint	Viry-Chatillon
LEROUX	Sohane	Chargée de mission santé et politique de la ville	Montereau-Fault-Yonne
LEVY	STÉPHANE	Directeur administratif et financier rattaché à une collectivité locale	RUEIL MALMAISON
LOUET	SANDRINE	conseillère municipale déléguée égalité femmes hommes	NOISY-LE-SEC
Menicacci-Ferrain	Maria	Adjointe au maire	Saint-Michel-sur-Orge
Meslin	Lucas	Élu politique de la ville d'Évry-Courcouronnes	Evry-Courcouronnes
mestres	valerie	adjointe au maire	colombes
MOISAN	danielle	Adjointe santé/logement/social	FLEURY MEROGIS
Noel	Vanina	Maire adjointe	Pierrefitte
PARRA	Yves	Conseiller Municipal délégué à la Politique de la Ville	Bondy
Person	Delphine	Adjointe au maire	PALAISEAU
provotal	micheline	adjointe finances et social	villiers sur orge
PRUDENT	LUDIVINE	chargée de mission politique ville	MAUREPAS
roubinet leschemelle	françoise	adjointe au maire	rueil malmaison
SOURD	Françoise	Maire-adjointe politique de la ville, social, famille, solidarités	L'Haÿ-les-Roses
SOW	Fatoumata	1ère Adjointe au Maire	COLOMBES
VIEIRA	Fanny	Responsable CCAS	Croissy-sur-Seine
VIGNAS	Sylvie	Adjointe au Maire	SAINTRY SUR SEINE
villemain	virginie	conseillère municipale déléguée	Evry-courcouronnes